

Paris, 14 octobre 2016

Nouvelles dégradations des évaluations provoquées par le choc du *Brexit* et la chute des revenus pétroliers

- **Croissance mondiale: une stabilité dans les pays avancés et une légère amélioration dans les pays émergents**
- **Malgré l'accord « historique » d'Alger, le pétrole reste un sujet majeur**
- **4 dégradations de pays affectés par la baisse du prix des matières premières**
- **Montée des risques politique et bancaire en Europe**
- **Incertitude post-*Brexit* : la Grande-Bretagne dégradée à A3**

Nouvelles victimes du choc pétrolier

Les nombreuses incertitudes qui entourent l'économie mondiale pèsent aussi sur la santé financière des entreprises. Deux phénomènes continuent à marquer l'environnement.

D'abord, la faiblesse du commerce mondial ne plaide pas en faveur d'un rebond vigoureux de la croissance. Dans les pays avancés, le proche avenir sera caractérisé par une stabilité de la croissance (1,6 % en 2016 et 1,5 % en 2017), à l'image de la zone euro dont le dynamisme de la demande domestique resterait modéré. Aux Etats-Unis, la situation des entreprises n'est pas propice à la création d'emplois. Malgré l'extension du *policy mix* au Japon pour compenser la faiblesse de l'investissement privé, les perspectives restent sous pression. Dans les pays émergents, on s'attend à une amélioration (accélération du PIB de 3,7 % en 2016 à 4,2 % en 2017), liée aux sorties de récession en 2017 du Brésil (redressement des indicateurs financiers, repli de l'inflation) et de la Russie, ces deux pays ayant atteint un point bas.

Ensuite, le prix du pétrole demeure au coeur des préoccupations du monde émergent : malgré "l'historique" accord de l'OPEP sur un quota de production, le Brent ne devrait connaître qu'une progression limitée (44 USD en 2016 et 51 USD en 2017, selon les prévisions de Coface), et le rééquilibrage entre l'offre et la demande n'est pas pour demain. Ce constat conduit à une nouvelle série de dégradations des évaluations de plusieurs pays dépendants des matières premières:

- **Oman (B)** doit faire face à une sévère baisse des dépenses publiques avec un impact sur l'investissement;
- **Trinité-et-Tobago (B)** est confrontée à une chute importante des productions de gaz naturel et de pétrole brut, aggravée par l'arrivée à maturation des champs pétrolifères et par les travaux de maintenance des sites;
- **le Nigéria (D)** affiche une récession et connaît une contraction des réserves de devises étrangères affectant la production industrielle (difficultés à importer);
- **la Mongolie (D)**, qui est également affectée par le ralentissement de l'économie chinoise (destination de plus de 90% de ses exportations) et par la faiblesse des cours des matières premières, est au bord d'une crise de balance des paiements.

La Grande-Bretagne dégradée sur fond d'incertitude autour du *Brexit*

L'Europe se trouve déstabilisée par les risques politique et bancaire.

Actuellement, le risque politique n'épargne pas la Grèce, l'Espagne et l'Italie mais c'est bien la question du *Brexit* qui reste un enjeu déterminant pour l'Europe. Certes, la croissance britannique devrait atteindre 1,9 % cette année. Néanmoins, malgré la baisse du taux directeur de la Bank of England en août et un scénario central d'accord favorable avec l'Union européenne, le taux de croissance n'atteindrait que 0,9 % en 2017. De plus, le risque lié au secteur immobilier, caractérisé par un fort endettement immobilier des ménages (132 % du revenu disponible) et une surévaluation des prix de 34,6 %, est à surveiller. Dans cet environnement incertain où les modalités de sortie de l'Union européenne ne sont pas encore connues, la livre sterling reste volatile et se déprécie nettement, face au dollar notamment.

Ce manque de visibilité à court-terme pèse sur la confiance des acteurs privés britanniques, mais aussi européens, et explique la dégradation de l'évaluation de la **Grande-Bretagne en A3**. Les entreprises pourraient toutefois profiter de cette forte dépréciation de la monnaie (point bas depuis 31 ans début octobre vis-à-vis du dollar) qui dynamiserait les exportations mais pénaliserait la consommation via la hausse de l'inflation.

Au-delà du *Brexit*, les inquiétudes se renforcent concernant la santé de certaines banques, notamment suite aux résultats des stress tests cet été, pointant les difficultés d'une douzaine d'entre elles, en particulier italiennes et allemandes.

CONTACT MEDIA AMERIQUE DU NORD:

Sue Hinton - +1 (212) 389-6484 - sue.hinton@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes-crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

